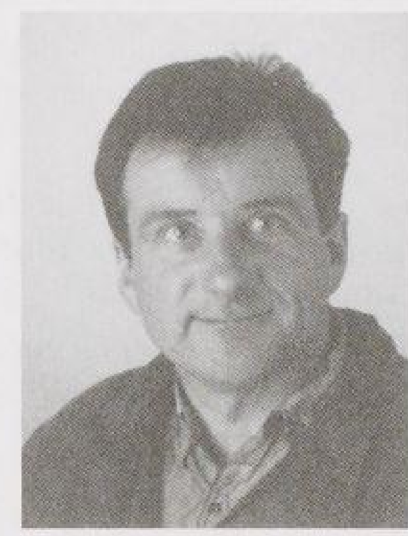
"POUR LE TREGOR-GOELO IL EST URGENT DE FAIRE DU NEUF"

Madame, Mademoiselle, Monsieur,


Hervé LE BARS

ÉLECTRONIQUE DANS LE TREGOR, LIGNE SNCF PLOUARET-LANNION, HOPITAL DE PAIMPOL, MARINE MARCHANDE ET DE PECHE, CONSTRUCTION, AGRICULTURE, SERVICES PUBLICS, COMMERCE ET ARTISANAT...

Il serait difficile, hélas, de faire le long rappel de tout ce qui ne va pas dans notre circonscription et dans le pays.

Beaucoup de ceux qui ont fait confiance au pouvoir actuel se demandent avec tristesse et parfois colère, comment on en est arrivé là avec "la gauche au pouvoir.

LA FRANCE AURAIT-ELLE SOUFFERT DE TROP DE POLITIQUE DE GAUCHE ?

Nous pensons au contraire que l'échec vient de lui avoir tourné le dos.

L'échec vient d'avoir choisi durant cette dernière décennie la société de l'**argent** au détriment de l'**homme** et donc de l'**emploi**, de la croissance économique et du développement de notre économie. L'échec vient d'avoir choisi cette Europe de Maastricht au service des puissances d'argent à l'inverse d'une construction européenne qui organise les nécessaires coopérations dans l'intérêt mutuel des peuples.
Cette situation n'est donc pas la faute à "pas de chance", mais découle bien d'orientations politiques décidées par le gouvernement actuel, orientations que la droite s'apprête à poursuivre et à aggraver.

Vous souhaitez le changement ? Vous avez raison.
Ce changement est nécessaire, il est aussi possible et urgent.

Hervé Le Bars

Hervé **LE BARS**

"L'ARGENT EXISTE POUR FAIRE AUTREMENT"

Dans notre circonscription par exemple, savez-vous que des entreprises comme **ALCATEL** ou la **SAT** disposent de véritables mannes financières, alors que dans le même temps elles continuent à réduire leurs effectifs dans le seul but de réaliser toujours plus de profits.

Mais plus largement, n'est-ce pas scandaleux quand la majorité des gens de notre pays vit des situations de plus en plus difficiles, quand on compte trois millions de chômeurs officiellement recensés, de constater que la moitié des énormes profits réalisés en France qui dépassent **mille milliards de francs** ne va pas à l'investissement mais à la spéculation financière. Que chaque jour, **cinq mille milliards de francs (4 fois le budget de la France)** s'échangent de Bourses en Bourses dans le seul but de spéculer.

L'État lui-même a versé ces dernières années des centaines de milliards de francs d'argent public **(235 milliards en 92)** prétendument pour l'emploi sans aucun contrôle.

"CE MONSTRUEUX GASPILLAGE DOIT CESSER"

Nous affirmons qu'il n'y a pas d'issue possible :

- Si on ne rompt pas avec cette politique, si on n'investit pas l'argent là où il peut rapporter à l'Économie et donc à la société.

- Si on ne rompt pas avec cette politique de **quotas** et d'**importations** qui conduit à l'impasse agriculteurs et marins pêcheurs.

Il n'y a pas d'issue possible entre autre, si on ne donne pas à toutes et à tous les moyens de **préserver leur travail,** ce qui implique avec de bons salaires, une formation accrue pour tous, la **réduction du temps de travail à 35 heures** sans diminution de salaire, l'assurance d'un emploi stable et bien rémunéré pour les jeunes, la fin de la toute puissance patronale en matière de licenciements.

Des avancées ont déjà été réalisées à l'initiative des députés communistes qui en décembre dernier ont obtenu la **création de commissions de contrôle départementales** permettant de vérifier que les fonds publics alloués aux entreprises aillent véritablement à l'emploi, tout comme ils ont fait adopter **une loi obligeant à ce qu'un plan de reclassement** soit présenté par l'employeur avant toute procédure de licenciement économique.

Ces deux avancées ont été obtenues alors que le groupe communiste à l'Assemblée ne dispose que de 26 Députés.

"ON PEUT CHANGER VERITABLEMENT LES CHOSES"

L'histoire de notre pays le montre bien : à chaque période où le Parti Communiste Français a été fort des avancées considérables dont chacun bénéficie encore aujourd'hui, ont été obtenues.

1936 et les congés payés...

1945 et la Sécurité Sociale, le statut de la Fonction Publique.

1968 et l'augmentation des salaires, les droits syndicaux.
A chacune de ces avancées, industrie, commerce, artisanat s'en sont trouvé fortifiés.

Le vote communiste le 21 Mars ne signifiera pas forcément que vous partagez toutes idées et propositions du Parti Communiste Français.

Mais disposer **partout où se prennent les décisions,** où doit se faire entendre la voix de ceux qui souffrent, qui travaillent, qui luttent, **d'élus communistes en nombre plus important,** constituerait non seulement une **garantie** mais aussi un **moyen** de se défendre en trouvant des points d'appui plus nombreux sur le terrain et à l'Assemblée Nationale.

Ce serait comme un signal qui contribuerait à **changer de climat politique,** à faire avancer les revendications urgentes, à ouvrir une **perspective neuve.**

HONNETES EN TOUTES CIRCONSTANCES : dans ce monde des "affaires", seuls les députés communistes ont voté contre la loi d'amnistie.

Loin des calculs politiciens, hommes, femmes, salariés de toutes catégories, artisans, commerçants, agriculteurs, demandeurs d'emploi, jeunes, retraités, toutes et tous, nous sommes "rançonnés" par la recherche de profits maximum des grands groupes nationaux et internationaux.

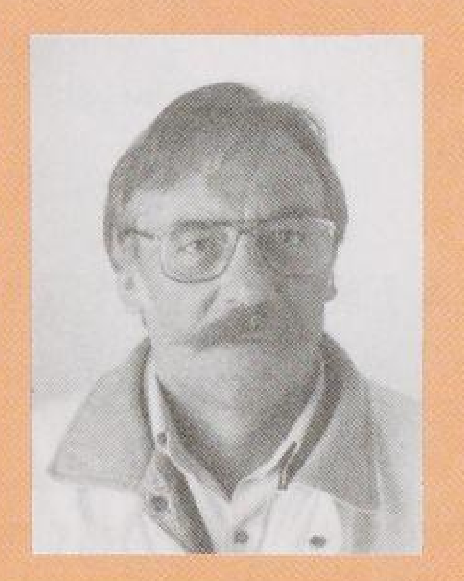
Ensemble, nous aspirons à autre chose.

Nous avons tout à gagner à nous rassembler, nous unir dans une même exigence : mettre l'économie locale et nationale au service des gens qui vivent de leur travail et non de la spéculation financière.

Ça sera le sens du vote pour **Hervé Le Bars,** candidat présenté par le Parti Communiste Français.

C. Plaquin

Claude PLAQUIN, *Candidat suppléant*



POUR L'EMPLOI

- Orienter les capitaux vers l'investissement productif.
- Taxer les spéculations boursières et les exportations de capitaux.
- Appliquer la loi :
  - pour contrôler l'utilisation des fonds publics.
  - pour interdire les licenciements économiques sans plan de reclassement.
- Réduire le temps de travail vers les 35 heures sans pertes de salaire.
- Développer les services publics (écoles, postes, hôpitaux, énergie, transports, etc...).

POUR LE PROGRÈS SOCIAL

- Une loi contre l'exclusion et pour la revalorisation du RMI (en multipliant par 4 l'impôt sur les grandes fortunes).
- La défense de la protection sociale et des retraites.
- Des salaires revalorisés et le SMIC porté à 7500 F.
- L'école - la formation - la recherche.
- Le renforcement du système public d'éducation.

POUR L'AGRICULTURE

- Produire ce dont notre pays a besoin.
- Garantir un revenu décent aux agriculteurs.
- Contrôler le droit de VETO et le même principe :
  - pour les activités de la pêche,
  - pour les industries et services,
  - pour les activités culturelles.

POUR PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT

- Contre les marées noires en refusant notamment les pavillons de complaisance.
- Contre la désertification rurale.
- Par une politique nationale de l'eau.
- Par une recherche accrue qui prépare l'avenir.

POUR LA JEUNESSE

- Les députés communistes viennent de déposer une loi élaborée par 80 000 jeunes et pour la jeunesse. Ils feront tout pour qu'elle soit votée.

VOTEZ Hervé LE BARS et Claude PLAQUIN
candidats de Rassemblement pour une vraie politique de gauche présentés par le Parti Communiste Français

vu, les candidats

Publi Trégor Lannion